

Discours

Intervention de Marc-Philippe Daubresse, Convention sociale

Intervention de Marc-Philippe Daubresse Délégué général de l'UMP

Convention sociale
"Innovons pour la justice sociale"
Paris – Mutualité
Le 12 juin 2008

[Regarder la vidéo](#)

Seul le prononcé fait foi

* * *

Aujourd'hui, nous renouons avec les grandes conventions qui ont permis au candidat Nicolas SARKOZY de poser les termes du débat présidentiel en allant au bout des questions qui préoccupent les Français.

J'adresse à chacun des participants mes remerciements pour leur contribution à notre réflexion : les membres du Gouvernement, les parlementaires de l'UMP, bien sûr, mais aussi, et plus particulièrement, les partenaires sociaux, les chercheurs et les personnalités qui, sans s'arrêter au caractère politique de cet événement, ont accepté de venir échanger des idées et confronter des points de vue pour éclairer les chemins du futur.

Avec Patrick DEVEDJIAN, Pierre MÉHAIGNERIE et Philippe JUVIN, nous avons voulu tracer les contours du nouveau modèle social qui se dessine, jour après jour, dans notre pays.

Le travail est au cœur du projet présidentiel. Parce que le travail est la condition de la liberté et de la dignité, tout doit être fait pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas, pour récompenser toujours plus le travail, pour garantir que les revenus du travail seront toujours supérieurs à ceux de l'assistanat.

Partant de ce fil rouge, nous avons voulu balayer tous les sujets qui s'articulent autour du travail : lutte contre la pauvreté, réforme de la protection sociale, création et distribution de la richesse, relance de l'ascenseur social, avec la volonté de définir et mettre en perspective les outils innovants qui nous permettront d'aller plus vite, plus loin, et surtout plus juste dans notre politique de réforme.

Face à la pauvreté, au chômage et à l'inégalité des chances, il n'y a pas de fatalité : les résultats de l'action du Gouvernement en font chaque jour la démonstration. Avec 7,2 % de taux de chômage, nous avons atteint le plus bas niveau depuis 25 ans, sur un chemin qui doit nous conduire au plein emploi.

Avec 2,2% de croissance nous avons fait démentir tous les mauvais augures. Comment lutter contre la pauvreté, en agissant simultanément sur l'emploi, le logement et l'égalité des chances, et comment financer ces actions : c'est le premier débat que nous vous proposons ce matin.

A ceux qui nous disent que le retour de la croissance et de l'emploi s'accompagne de l'accroissement de la fracture sociale, nous répondons que c'est en encourageant le retour au travail que nous pourrions renverser la tendance en matière de pauvreté et faciliter le retour à l'emploi.

La création du revenu de solidarité active est, de ce point de vue, une grande innovation en matière sociale, à certaines conditions cependant.

L'innovation sociale, c'est de bâtir un dispositif (le RSA) qui soit autant un outil de lutte contre la pauvreté qu'un moyen fort de retour vers l'emploi.

Conformément aux engagements du Président de la République, le RSA doit procurer à son bénéficiaire reprenant un emploi un montant de revenu suffisant, de telle sorte qu'il ait un intérêt financier à quitter l'assistanat.

Pour autant, l'instauration d'une prestation sociale unique s'adressant, a priori, à un potentiel large de bénéficiaires (entre 3 et 4 millions de personnes) n'est pas neutre.

Il nous appartient donc de trouver le juste point d'équilibre entre la nécessité de mettre en œuvre ce nouvel outil de retour vers l'emploi pour les plus pauvres de nos compatriotes, et la priorité réaffirmée au salaire direct, fruit du labeur des travailleurs modestes, plutôt qu'à un accroissement de l'assistanat.

Les financements du RSA doivent être à la hauteur des objectifs qui lui sont fixés.

Au-delà du redéploiement de certaines dépenses, il serait juste que cette nouvelle avancée sociale soit financée partiellement par une grande réforme des niches fiscales, telle qu'elle vient d'être brillamment présentée par Gilles CARREZ.

J'ai bien entendu la ministre de l'Economie se prononcer pour un plafonnement par niches en ciblant les plus injustes

Mais nous sommes nombreux à l'UMP à vouloir aller plus vite et plus loin par un plafonnement global des niches compatible avec le principe d'égalité devant l'impôt.

L'UMP souhaite que la question du financement du paquet social par les plus riches et de la justice fiscale trouve sa place dans le débat que nous lançons aujourd'hui.

Le deuxième grand débat que nous voulons lancer est celui de la réforme de la protection sociale : c'est un débat urgent pour l'avenir de nos enfants.

- La réforme des retraites en cours a fait le choix délibéré d'allonger la durée des cotisations plutôt que d'augmenter les prélèvements obligatoires ou de baisser le niveau des retraites à un moment où la question du pouvoir d'achat concerne la plupart de nos compatriotes. Mais elle doit s'accompagner d'une action forte en faveur de l'emploi des seniors et, à terme, prévoir des mesures spécifiques pour les métiers les plus pénibles, comme nous avons su en prendre pour ceux qui ont commencé à travailler tôt.

- La réforme de l'assurance chômage et la mise en place d'une sécurité renforcée ne peut se concevoir que dans un système qui accompagne mieux le travailleur qui veut reprendre un emploi et qui sanctionne plus celui qui refuse 2 fois de suite une offre valable d'emploi. Tel est bien le principe qui guide la réforme de la flexisécurité adoptée par les partenaires sociaux.

- Enfin, il nous faut rapidement mettre en place une assurance risque dépendance définissant clairement ce qui relève de la solidarité et ce qui relève de la responsabilité individuelle.

Notre troisième éclairage sur le nouveau modèle social juste et innovant, que nous voulons construire, est celui de la création et de la distribution de la richesse.

La meilleure des politiques sociales, c'est une politique novatrice de croissance forte, qui aide tous les entrepreneurs, en particulier les PME, qui doivent être les grandes gagnantes du quinquennat, par exemple en bénéficiant d'un guichet unique pour l'ensemble de leurs démarches.

- Le préalable à cette politique de création de richesse, c'est l'augmentation de la quantité de travail fournie, c'est pourquoi il nous faut poursuivre l'assouplissement des 35 heures, durée légale du travail permettant de déclencher les heures supplémentaires, qui doit être préservée, mais en réformant profondément la durée du travail réel, et en allant plus loin que les premières avancées présentées par les partenaires sociaux.

De ce point de vue la rencontre mardi entre les leaders de la CGT, la CFDT, du MEDEF et de la CGPME, avec les parlementaires UMP, préfigure un nouveau modèle de dialogue politico social que nous devons bâtir :

La logique de la réforme constitutionnelle c'est de mettre en place un tripode gouvernement, parlement, partenaires sociaux, qui participe à toutes les étapes de la négociation sociale.

Le parlement ne peut pas se borner à être une chambre d'enregistrement d'accords sociaux souvent conclus à minima, d'autant que la majorité dispose de sa propre feuille de route très contrainte par le quinquennat :

C'est pourquoi, sur la réforme du temps de travail, nous ne pouvons plus donner du temps au temps, car les français ne peuvent plus attendre sur le pouvoir d'achat.

- La deuxième question juste à se poser, c'est de revoir notre manière de considérer le partage de la richesse en reconnaissant que ce sont les revenus du travail qui assurent la meilleure redistribution. Pour cela, il faut mieux redistribuer aux salariés les fruits de la croissance en créant un dividende salarial en généralisant les dispositifs de participation et d'intéressement à toutes les entreprises, et en favorisant le temps complet pour lutter contre le temps partiel subi.

Ayant remis le travail au centre de notre modèle social, il nous faut enfin relancer l'ascenseur social, avec une politique sociale qui s'adresse à tous les Français.

- Une politique sociale pour tous, c'est rétablir l'école comme pivot de l'égalité des chances. Pour les Français qui ont des revenus modestes, qui n'ont pas ou peu de patrimoine, mais qui veulent assurer l'avenir de ceux qu'ils ont de plus précieux, leurs enfants, l'école et la formation sont deux priorités essentielles. Le Gouvernement doit proposer une « nouvelle belle époque » pour la jeunesse française qui a besoin de retrouver des raisons d'espérer à travers un plan qui lui offre plus d'égalité des chances, plus d'autonomie, mais aussi plus de responsabilité.

Enfin, il faut redonner du contenu à l'idée de la seconde chance pour les jeunes : en généralisant, sur tout le territoire, les écoles de la deuxième chance qui ont fait la preuve de leur efficacité, et surtout en remettant totalement à plat le système de formation professionnelle qui est devenu une usine à gaz sans efficacité et sans valorisation.

Je terminerai par un thème qui m'est cher : le logement pour tous.

Compte tenu du contexte mondial très préoccupant, de la crise du crédit et de la crise de l'immobilier, la grande crise du logement, celle que nous redoutons tous, n'est pas derrière nous, mais devant nous, sauf si nous inversons rapidement certaines priorités.

Entre 2001 et 2006, nous sommes passés de 304 000 à 450 000 constructions neuves, dont 100 000 financements de logements sociaux.

A la fin de 2008, nous retombrons probablement à 400 000 constructions neuves avec moins de 80 000 logements sociaux financés.

Le logement est une chaîne : tout le parcours résidentiel est conditionné par la solidité de chacun de ses maillons. Mais les deux maillons extrêmes : celui du logement des plus démunis et celui de l'accession à la propriété, sont en péril. C'est d'autant plus grave qu'avec la mise en place du DALO au 1er décembre 2008, nous sommes passés d'une obligation de moyens à une obligation de résultats. A plusieurs reprises j'avais indiqué que notre priorité devait être de fournir un logement à un prix accessible à tous les français,

A un moment où, nous ne sommes plus en mesure de tenir ces objectifs parce qu'à la crise sur l'offre s'ajoute une crise de la désolvabilisation de la demande, la mise en œuvre de la loi DALO qui priorise certaines catégories de la population, va encore allonger les files d'attente :

qui est le plus prioritaire : le travailleur pauvre qui a toujours payé son loyer et ses charges et qui économise pour joindre les deux bouts, ou le locataire surendetté qui ne paie plus son loyer depuis plusieurs mois et qui refuse obstinément tout travail qu'on lui offre ?

Les priorités à dégager sont donc simples :

- renforcer le plan d'hébergement et de logement afin de fournir plus de logements très sociaux dans chaque commune de plus de 1000 habitants notamment par une meilleure mobilisation du parc privé social et une simplification des procédures.

- Fluidifier le parcours résidentiel pour faire sortir les ménages logés dans le parc social et leur offrir une accession populaire à la propriété à un coût raisonnable.

Nicolas SARKOZY a défini les contours de cette nouvelle politique à Vandoise. Rien ne pourra se faire sans une politique utilisant tous les instruments publics et privés.

Pour cela nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi, mais de simplification avec 2 ou 3 mesures fiscales et 2 ou 3 circulaires à modifier. Tous les outils existent pour mener cette politique ambitieuse qu'ils soient financiers ou fiscaux, reste à régler le problème du foncier sur lequel l'État est loin d'être exemplaire et où il faut faire jouer un rôle accru aux collectivités locales avec une « prime » aux maires bâtisseurs. . .

Enfin le logement peut jouer un rôle modérateur sur l'augmentation, des prix de l'énergie. désormais le montant des charges dépasse parfois celui du loyer.

C'est pourquoi on pourrait envisager une mesure d'allongement de l'exonération fiscale du parc social locatif et en accession afin d'anticiper le grenelle de l'environnement et ainsi faire baisser d'un dixième le coût des charges de chauffage qui enflent avec l'augmentation du prix du pétrole.

Mes chers amis, un an après les élections présidentielles le grand débat sur le nouveau modèle social français fondé sur la valeur du travail va se dérouler aujourd'hui ici à l'U.M.P. Pendant ce temps au parti socialiste c'est la guerre des chefs et on va rechercher comme symbole la dame des 35 Heures.

.Valéry disait « le futur serait plein de tous les futurs si le passé n'y projetait déjà son histoire. »

Je vous laisse juger, en matière de réformes et de justice sociale où est le parti

du passé et où est le parti de l'avenir.